Un article de Libération du 23 mars 2023

Justice

Menacé par l'extrême droite, le maire de Saint-Brévin victime d'un incendie volontaire

La maison de Yannick Morez, visé par des menaces pour son projet de Centre d'accueil de demandeurs d'asile, a été touché, tôt mercredi matin, par un incendie qui a également détruit deux de ses véhicules. La piste criminelle est privilégiée.

Lors d'une manifestation contre le projet d'installation d'un Centre d'accueil de demandeurs d'asile, environ 200 personnes d'extrême droite ont scandé des slogans xénophobes, à Saint-Brévin ((Loire-Atlantique), le 25 février. (Théophile Trossat/Libération)

par Pierre Plottu et Maxime Macé
publié le 22 mars 2023 à 17h23
(mis à jour le 22 mars 2023 à 19h11)

En janvier, il nous confiait déjà être la cible de menaces. Tôt mercredi matin, le domicile du maire Les Républicains de Saint-Brévin-les-Pins (Loire-Atlantique) Yannick Morez a été endommagé par un incendie qui pourrait avoir été perpétré au cocktail Molotov, selon les premiers éléments de l'enquête citée par *Ouest France*. Ceci alors qu'il est pris pour cible depuis des mois par des opposants au projet de déménagement du centre d'accueil pour demandeurs d'asile (Cada) de la ville, emmenés notamment par Reconquête.

C'est aux alentours de 5 heures du matin, ce mercredi, que l'attaque a été commise. Yannick Morez et son épouse, qui dormaient, ont été réveillés par des passants, trois salariés d'Airbus se rendant au travail, selon le parquet de Saint-Nazaire. Les flammes ont d'abord pris sur un des véhicules garé devant chez eux, puis ont brûlé un autre véhicule, stationné à côté, avant de se propager à la façade de la maison. L'élu a tenté, en vain, de circonscrire l'incendie avec un extincteur, précise l'article de *Ouest France*, illustré d'une photo de l'élu, hagard, devant son domicile noirci par les flammes. Une fenêtre a été détruite par l'incendie. Les deux véhicules ont également été *«totalement détruits»,* selon le parquet, qui a annoncé *«écarter la piste accidentelle et privilégier l'intervention de tiers et la piste criminelle»*. Une enquête pour «destruction volontaire par incendie sur personne dépositaire de l'autorité publique» a été ouverte.

«Choqué par cette attaque lâche et inadmissible, j'ai porté plainte ce matin, espérant que les auteurs des faits seront retrouvés et condamnés rapidement», a fait savoir Yannick Morez dans un communiqué, dénonçant *«un incendie criminel»*. L'édile a tenu à remercier notamment *«les personnes qui ont sonné à [sa], [l']alertant, et sans qui les conséquences auraient pu être encore plus dramatiques»*.

«Vraiment racistes»

Cet incendie fait écho aux craintes que Yannick Morez nous confiait en janvier : *«Ça commence à devenir compliqué*, expliquait alors celui qui avait reçu à son domicile à deux reprises des courriers visant à l'intimider. *Ça inquiète mon épouse.»* S'il disait comprendre que certains puissent avoir des réticences au projet de déménagement du Cada, soulignait que *«depuis 2016, la ville accueille des migrants et tout s'est toujours bien passé, même pas un petit délit mineur à signaler»*. Le parquet a indiqué de son côté envisager «*toutes les hypothèses»* sur l'origine de l'incendie.

Les opposants – des gens *«vraiment racistes»* – sont excités, selon lui, par une opposante locale *«qui se dit apolitique, mais fait appel en permanence aux sites et à la presse d'extrême droite comme Riposte laïque, Boulevard Voltaire ou Valeurs actuelles»*. Dans leurs manifestations, il relève une minorité d'habitants de la commune et principalement *«des gens du RN ou de Reconquête venus de loin»*.

Même attelage d'opposants

Fin février, une de ces manifestations a rassemblé environ 200 personnes. Le fond de cuve de l'extrême droite : catholiques intégristes, identitaires, royalistes et autres jeunes radicaux d'extrême droite aux allures de hooligans scandant des slogans du GUD. Des infréquentables aux côtés desquels se sont affichés sans complexe des militants du RN et de Reconquête. En marge de ce rassemblement, contre lequel un bon millier de contre-manifestants s'étaient mobilisés pour soutenir le projet de déménagement du Cada un jeune homme avait été tabassé par des radicaux dans une des rues tranquilles de la station balnéaire.

Saint-Brévin-les-Pins est le théâtre depuis de longs mois de la même mécanique qu'à Callac, commune des Côtes-d'Armor qui a monté un projet d'accueil de familles d'exilés et où le même attelage d'opposants a réussi à faire pression jusqu'à ce que la municipalité finisse par jeter l'éponge. Depuis, les mobilisations initiées ou conduites par Reconquête se multiplient un peu partout en France. *«Cette victoire* [à Callac, ndlr] *leur a donné de la force et l'envie d'en découdre»*, analysait Yannick Morez. D'autant que, jusqu'au plus haut niveau de l'Etat, les autorités font montre d'un certain laisser-faire.

Mis à jour à 19 heures *: ajout des éléments du communiqué du parquet de Saint-Nazaire.*